

Rencontres Economiques d'Aix 2026 : intervention AFTE du 3 juillet 2026
Souveraineté financière européenne et tokenisation

La souveraineté financière est toujours passée par la maîtrise de la monnaie, avec ses deux fonctions essentielles pour le fonctionnement de l'économie :
Comme moyen de paiement sûr et reconnu, elle fluidifie les échanges entre tous les acteurs.
Comme expression de créances et de dettes, elle permet l'allocation des ressources là où elles sont nécessaires.
Un fond, souverain ou non, ne peut matérialiser ses choix sans passer par l'utilisation de moyens de règlement et de titres de créances ou de dettes.

Or la monnaie a connu deux révolutions majeures dans les dernières décennies :
Avec le passage du Franc à l'Euro, la souveraineté monétaire publique est passée du niveau national au niveau européen.
Et avec les crises que l'Euro a traversées, les échanges fluides dans cette zone monétaire, et son poids dans l'économie mondiale, nous pouvons considérer que cette révolution a été un succès.

Dans le domaine privé, l'autre révolution c'est la généralisation des paiements par carte.
C'est un succès technologique et d'usage indéniable.
Par contre, en termes de souveraineté le compte n'y est pas.
Nous sommes un peu protégés en France avec la prépondérance du réseau national CB (Carte Bancaire), géré par les banques françaises.
Mais en Europe plus de 60% des transactions sont réalisées avec des acteurs américains.
Et de récentes décisions de l'administration américaine ont montré combien l'absence de maîtrise souveraine de nos moyens de paiement pouvait nous rendre vulnérables.

Depuis 2 ans une réaction s'est amorcée avec le lancement, d'un portefeuille électronique de paiement appelé Wero.
Il a commencé avec les paiements entre particuliers, et il va bientôt permettre les paiements sur Internet, puis les paiements aux commerçants.
Il a été lancé par des banques françaises, allemandes et du Benelux, puis des accords d'interopérabilité ont été signés cette année avec les pays du sud (Espagne et Italie) et les pays nordiques.
C'est donc un mouvement significatif bienvenu vers la récupération de la souveraineté européenne des paiements.

Mais une autre révolution est en train d'advenir.
Si l'Europe veut préserver sa souveraineté dans le futur, elle doit maîtriser ce qu'on appelle la tokenisation de la finance.
Celle-ci consiste à utiliser la technologie blockchain pour offrir des moyens de règlement et des actifs financiers disponibles sous forme de jetons (ou tokens) qui sont échangeables instantanément sur des réseaux numériques interconnectés au niveau mondial.
C'est donc un nouvel écosystème technologique, réglementaire et financier qui est en train d'émerger.

Et la bonne nouvelle, c'est que l'Europe est en marche :

D'abord avec la réglementation : en 2023 l'UE a publié le règlement MiCA (Markets in Crypto Assets) qui donne des règles claires sur les crypto-actifs.

Et parmi eux il y a une catégorie prometteuse : les stablecoins, qui offrent une contre valeur fixe en devise.

Ils pourraient donc être un moyen de règlement efficace,

par exemple pour réaliser des paiements internationaux aujourd'hui complexes et coûteux.

Parmi les nombreuses initiatives sur les stablecoins, on peut citer Qivalis,

un consortium de plus de 35 banques issues de 15 pays européens,

qui se prépare à émettre un jeton lié à l'Euro (alors qu'actuellement 99% des stablecoins sont liés au Dollar).

La Banque Centrale Européenne travaille aussi pour préserver notre souveraineté monétaire avec le lancement d'un Euro numérique.

Un premier vote positif a eu lieu le 23 juin au Parlement Européen.

La Banque de France travaille avec des entreprises

sur la dette de marché à court terme des entreprises (qu'on appelle le NEU CP)

pour la rendre négociable sous forme de jetons.

Amundi, le premier gestionnaire de fonds européen (une entreprise française),

a annoncé en juin le lancement de parts tokenisées d'un fonds monétaire.

Il y a donc un foisonnement d'initiatives en Europe.

Alors, avec des jetons échangeables 24h/24 et 7jours/7

pour la dette à CT, les fonds monétaires et les paiements,

les entreprises pourraient imaginer accélérer et optimiser la gestion de leur trésorerie.

Avec un impact positif sur l'agilité de l'activité économique.

Mais pour pouvoir bâtir une vraie alternative souveraine européenne, face aux grands acteurs américains, nous devons éviter la fragmentation, et construire en Europe des infrastructures de marché interoperables. C'est possible avec une coopération forte entre tous les acteurs, même en l'absence de fonds souverain dédié à ce sujet.

« I have a dream . . . »

Dans 10 ans, les entreprises comme les fonds pourront optimiser

leurs financements, leurs placements et leurs paiements

en utilisant des jetons en EUR disponibles sans contrainte d'horaires,

échangeables instantanément dans le monde entier, avec des frais réduits,

et en s'appuyant sur des infrastructures européennes qui garantissent notre souveraineté.

Et pour que ce rêve devienne réalité, nos décideurs publics et privés, Français et Européens,

doivent approfondir dès maintenant leur travail ensemble,

pour construire une économie européenne souveraine, innovante et performante.
